

Georg Lukács

*La crise du syndicalisme
en Italie.*

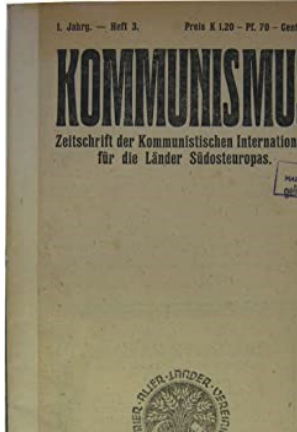
1920

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Version mise en ligne le 18 juin 2021

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Die Krise des Syndikalismus in Italien. (1920)

Il occupe les pages 129 à 141 du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II* [Révolution et Contrerévolution, Essais politiques II], Darmstadt & Neuwied, Luchterhand, 1976.



Il a été publié pour la première fois dans *Kommunismus, Zeitschrift der Kommunistischen Internationale für die Länder Südosteuropas*, [Communisme, périodique de l'Internationale Communiste pour les pays du sud-est de l'Europe.] 1^{ère} année, cahier 40, 23/09/1920, pp. 1432-1440. ¹

Cet article traite du grand mouvement d'occupation des usines qui s'est déroulé en Italie en août-septembre 1920. On se reportera avec intérêt aux articles d'Antonio Gramsci sur ces mêmes événements (*L'occupation*, *Avanti!*, 02/09/1920. *Dimanche rouge*, *Avanti!*, 05/09/1920. *Cinq mois après*, *Avanti!*, 14/09/1920. In *Écrits politiques I, 1914-1920*, trad. Robert Paris, Paris, nrf Gallimard, 1974, pp. 379-389). On y voit que Gramsci, au cœur même des événements, a pleinement conscience des limites et des insuffisances du mouvement, et des risques qu'il comporte.

¹ Nous avons des doutes sur l'exactitude de ces informations données par l'édition allemande, dans la mesure où Lukács, dans le corps du texte, cite des journaux parus ultérieurement à cette date.

La crise du syndicalisme en Italie.

La dernière grande bataille des ouvriers italiens est terminée. Les revendications concrètes ont été en grande partie satisfaites. Les usines occupées ont été quittées et rendues à leurs anciens propriétaires « légitimes ». Mais il en est resté une atmosphère particulière, trouble, qui peut le plus nettement être caractérisée par le fait que *tous les partis se considèrent comme vainqueurs*. C'est ainsi que le *Corriere della Sera* parle d'un « triomphe des éléments modérés » dans le mouvement ouvrier italien. « Ce fut un triomphe du courage : On voit que dès que les éléments raisonnables eurent osé adopter une position résolue, ils ont gagné. » (21 octobre.) C'est encore plus clairement que se voit la conscience d'avoir gagné chez Giolitti.² Selon un télégramme de la *Neuen Freien Presse*,³ (4 novembre), il déclare :

« Des informations imprécises et inexactes ont été diffusées à l'étranger en ce qui concerne le contrôle des usines par les ouvriers. Les incompréhensions ont été occasionnées par l'énorme différence de signification du mot *contrôle* en anglais et en italien. En Amérique et en Angleterre, *control* a quasiment la signification de *commandement* et *droit de décision*, alors qu'en Italie, *contròllo* signifie *vérification*. Nous sommes bien loin de la bolchevisation de l'industrie italienne, mais je suis convaincu d'être utile à notre industrie par la manière

² Giovanni Giolitti (1842-1928), homme d'État italien, libéral, il fut plusieurs fois ministre et président du Conseil, notamment du 15 juin 1920 au 4 juillet 1921. NdT.

³ *Neuen Freien Presse* [Nouvelle presse libre], quotidien viennois libéral. NdT.

que je m'efforce d'adopter. L'ouvrier qui connaît bien les véritables conditions adaptera en effet ses prétentions aux conditions factuelles, et c'est ainsi que disparaît la méfiance dommageable de l'ouvrier à l'encontre du capitaine d'industrie. D'un autre côté, ce progrès moral du travailleur aura un effet favorable sur la production, parce qu'elle incite au travail qui – je le répète – est la seule issue de secours. »

Et l'on voit encore mieux l'ampleur du chaos en ce que, dans de vastes cercles du monde ouvrier, règne un sentiment de victoire. Non seulement l'*Avanti !* proclame la victoire des ouvriers, mais même dans les cercles des syndicalistes, les accords sont jugés comme une victoire. Même les syndicalistes révolutionnaires sont d'avis que seul l'attitude inconséquente du « sommet » a empêché que le mouvement n'aboutisse à une victoire totale. Le premier soulèvement des ouvriers italiens, le plus grand et le plus révolutionnaire, s'est achevé sur un *statu quo intellectuel*.

C'est là qu'il faut engager l'analyse de principe de la crise dans laquelle se trouve – à notre avis – le mouvement ouvrier italien : en observant la tactique adoptée dans cette lutte. Le type de lutte offre en effet des enseignements très importants pour l'ensemble du mouvement ouvrier, d'autant plus que la situation actuelle, très embrouillée, en Italie n'est en aucune façon le simple produit de conditions et circonstances uniques en leur genre, mais aussi la conséquence nécessaire de la tactique, purement syndicaliste, suivie au cours de la lutte. Une situation donc qui va se répéter, on peut le prévoir, même si c'est avec de multiples modifications,

dans tous les pays d'Europe occidentale (et en Amérique), partout où il n'y a pas de tradition de parti révolutionnaire, mais bien une tradition de syndicats révolutionnaires. C'est pourquoi il faut absolument identifier en temps utile les questions de principe de la situation problématique du prolétariat italien, et en tirer aussi vite que possible les conclusions justes.

Le congrès de Moscou⁴ et le mouvement des ouvriers métallurgistes italiens montrent entre eux une remarquable référence réciproque et se complètent l'un l'autre de la manière la plus instructive. On y a surmonté définitivement, au plan théorique, l'idéologie syndicaliste, et dans les thèses adoptées (à la discussion desquelles ont également pris part des représentants des syndicalistes italiens, de l'*IWW* et du *Shop Steward Movement*⁵) ont été indiquées les voies pour éviter ses dangers dans la pratique. Le prolétariat mondial a pris là une leçon pratique sur les limites dangereuses d'une action purement syndicaliste. Les thèses de Moscou ont probablement, à des groupes importants du prolétariat italien, paru dogmatiques ou de pure théorie. La théorie de la prise de possession des usines ne peut être pour eux

⁴ Inauguré à Petrograd le 17 juillet 1920, le II^{ème} congrès de l'Internationale Communiste se tient à Moscou du 19 juillet au 7 août 1920. On y adopte notamment un manifeste sur *Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine*, in *Manifestes, thèses, et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste*, Paris, Librairie du travail, 1934, Paris, François Maspero reprint, 1969, pp. 52-56. NdT.

⁵ *IWW : Industrial Workers of the World*, syndicat international fondé aux USA en 1905. *Shop Stewards Movement* : [Mouvement des délégués d'Usine] fondé au Royaume-Uni pendant le 1^{ère} guerre mondiale. NdT.

que celle dont seule l'application et elle seule peut indiquer une issue révolutionnaire à la situation critique dans laquelle est tombée le prolétariat italien.

La cinquième thèse du congrès sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne dit essentiellement ceci :

« L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son Parti politique. *Toute lutte de classes est une lutte politique.* Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel Parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme d'action susceptible d'être appliqué, tant dans la politique intérieure que dans la politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être considérée non comme un épisode, mais comme le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer et à l'affermir, se refuser à s'y soumettre équivaut à répudier le commandement unique des contingents du prolétariat agissant sur des points différents. La lutte de

classe prolétarienne exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui l'intéressent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.

La propagande de certains syndicalistes révolutionnaires et d'adhérents du mouvement industrialiste du monde entier (IWW) contre la nécessité d'un Parti politique se suffisant à lui-même n'a aidé et n'aide, à parler objectivement, que la bourgeoisie et les "social-démocrates" contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre un Parti Communiste qu'ils voudraient remplacer par des syndicats ou par des unions ouvrières de formes peu définies et trop vastes, les syndicalistes et les industrialistes ont des points de contact avec des opportunistes avérés...

Les syndicalistes révolutionnaires et industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent comment s'y prendre. Ils ne remarquent pas qu'une classe ouvrière sans Parti politique est un corps sans tête.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme ne marquent un pas fait en avant que par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II^{ème} Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire au communisme, le syndicalisme et l'industrialisme marquent un pas en arrière...

Mais ce n'est pas par la grève générale, par la tactique des bras croisés que la classe ouvrière peut remporter la

victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'un Parti politique organisé est nécessaire et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité résolue de la classe ouvrière que l'on demande, cette minorité qui est communiste et qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses, c'est bien le Parti Communiste. »⁶

Ces lignes directrices de l'action communiste révolutionnaire sont faites sur mesure pour la situation actuelle en Italie. Les ouvriers italiens ont agi de façon révolutionnaire. La résistance passive, comme réponse à la provocation des industriels était une démarche bien pensée et intelligente qui a occasionné aux capitalistes de grands dommages, comme le montre l'article du camarade G.Z. (dans le numéro 36/37 de *Kommunismus*). L'occupation des usines résultait nécessairement et logiquement de cet état de choses. Mais l'idéologie syndicaliste dont les ouvriers révolutionnaires étaient habités a cependant conduit le mouvement dans une impasse. Il est en effet tout à fait juste que les ouvriers aient occupé les usines, il est également juste qu'ils aient montré avec une discipline et une maturité admirable que sans les capitalistes, ils sont non seulement en mesure de produire, mais même

⁶ Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution Proletarienne, §5 in Manifestes, thèses, et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, op. cit., p. 50.

d'augmenter la production. Mais la question qui était posée à ce moment décisif au prolétariat italien était : *Qu'est ce qui peut résulter de l'occupation des usines ?*

Il va de soi que nous ne posons pas cette question à partir de considérations opportunistes de « réalpolitique ». Nous ne tenons pas pour totalement fondée la crainte, qui a même été exprimée du côté communiste (*Rote Fahne*, n° 409),⁷ que le mouvement échouerait de par son isolement, de ce que par exemple les banques cesseraient le crédit. Premièrement pour des raisons pratiques. Le prolétariat italien a en effet montré dans de nombreux cas qu'il sait aussi se tirer d'affaire dans de tels cas. C'est ainsi que les ouvriers du chantier naval d'Ancône⁸ ont retiré 70.000 liras d'une banque locale et ont avec cette somme payé les salaires ; c'est ainsi que la chambre du travail de Vérone, a émis des assignats gagés sur les matières premières présentes dans les usines occupées. Mais deuxièmement et surtout pour des raisons de principe. Supposons que le mouvement ait mobilisé tout le monde ouvrier, que tout l'appareil économique en Italie ait été entre les mains des ouvriers, ils auraient été dans la même situation critique que celle dans laquelle ils se sont trouvés, *parce que et tant que le pouvoir de l'État capitaliste restait intact. Et pas un seul pas vers l'ébranlement de son pouvoir, ni même vers une tentative de l'ébranler n'a été fait pendant tout le mouvement.*

⁷ *Die Rote Fahne* [Le drapeau rouge], organe central du Parti Communiste allemand (KPD). NdT.

⁸ Ancône, ville de la côte adriatique, chef-lieu des Marches. NdT.

La raison de cela résidait et réside en premier lieu dans l'idéologie syndicaliste des ouvriers. La grande erreur fatale du syndicalisme réside en ce qu'il restreint au plan local de l'usine, *au lieu immédiat de l'exploitation*, l'opposition entre le travail et les exploités, et qu'il s'oppose ainsi aux seuls capitalistes, mais pas à l'État capitaliste. C'est ainsi que le syndicalisme, bien qu'il soit né comme opposition à l'opportunisme des Partis social-démocrates, n'a précisément jamais pu surmonter radicalement le noyau de son opportunisme. Il faut en effet que soit aujourd'hui clairement évident pour chaque marxiste qui réfléchit que le saut qualitatif entre réformisme et révolution réside précisément dans la connaissance et l'appréciation de l'État capitaliste. Seul le faux jugement sur l'État, l'oubli de la doctrine marxiste de l'État rendent possible de concevoir l'activité des partis ouvriers comme opposition au sein de l'État, comme lutte pour l'État, et pas comme lutte contre l'État. Mais parce que le syndicalisme, avec le rejet (juste en soi) de l'opportunisme de l'opposition parlementaire, a rejeté toute activité politique proprement dite, il s'est cependant – dans la nature des choses – placé sur le terrain de l'opportunisme. C'est la raison de la défaillance inévitable des Jouhaux, Merheim & Cie pendant la guerre, exactement comme celle des Scheidemann, Renaudel et Henderson.⁹ Mais même

⁹ Léon Jouhaux (1879-1954), secrétaire général de la CGT (aux mains des réformistes) de 1909 à 1947, puis de la CGT-FO de 1947 à 1954. Alphonse Merheim (1871-1925) syndicaliste français, Secrétaire de la Fédération des Métaux de la CGT. Philipp Scheidemann (1865-1939), homme politique allemand, SPD. Il participe à la répression de l'insurrection spartakiste. Ministre-Président de la République de Weimar en 1919.

cette partie des syndicalistes qui a conservé sa volonté d'action révolutionnaire ne peut absolument pas être à la hauteur de la phase actuelle, décisive de la lutte de classes, tant qu'elle s'en tient à l'idéologie apolitique du syndicalisme.

Et ceci est encore aujourd'hui – largement – le cas en Italie. Les syndicats, avec D'Aragona¹⁰ à la tête, ne veulent, certes pour des raisons opportunistes, poursuivre la lutte que sur le terrain syndical. Non seulement parce que leurs armes ne sont que syndicales, mais aussi que leur objectif est un *contrôle syndical des entreprises*. Et la forte minorité syndicaliste-révolutionnaire ne mène le combat *que dans ce cadre*, en allant au-delà des revendications opportunistes. C'est ainsi que *Umanità Nova*¹¹ écrit le 12 octobre : « l'extension de l'occupation est aujourd'hui aussi la meilleure voie à suivre ; la voie qui assure la continuité de la production et fait porter à l'adversaire la responsabilité de la monstrueuse et inutile effusion de sang. *C'est une révolution sans chaos, avec le minimum de victimes.* »

Ce journal est donc lui-aussi hors d'état de voir le dilemme de la situation des ouvriers. À savoir qu'ils *doivent ou bien quitter les usines*, ce qui en tout cas, quelles que puissent être les conditions, signifie une

Pierre Renaudel (1871-1935) homme politique français, SFIO. D'abord Blanquiste, proche de Jaurès, il adhère à l'Union sacrée.

Arthur Henderson (1862-1935) Dirigeant travailliste britannique, plusieurs fois député et secrétaire d'État. NdT.

¹⁰ Ludovico D'Aragona (1876-1961), syndicaliste (secrétaire de la CGIL [Confédération Générale italienne du Travail] de 1918 à 1925) et homme politique italien. NdT.

¹¹ *Umanità Nova*, [Humanité Nouvelle], journal anarchiste fondé le 26 février 1920 à Milan par Errico Malatesta. NdT.

victoire des capitalistes, *ou bien combattre l'État capitaliste les armes à la main, pour pouvoir conserver les usines conquises.* La conquête des usines peut être un pas extrêmement important en direction de la conquête du pouvoir, s'il est – consciemment – accompli et évalué comme tel. Mais il place les postes avancés de la révolution dans une situation extrêmement dangereuse. Car le prolétariat se trouve alors – à n'en pas douter – confronté à la puissance inébranlée de l'État et doit accepter le combat avec lui dans des conditions choisies par l'État, défavorables.

Il en va de même avec le contrôle de la production, avec les acquis de la « victoire ». Sa valeur pour la lutte de libération du prolétariat dépend exclusivement de la position idéologique du monde ouvrier à son égard. Nous avons vu que Monsieur Giolitti y voit un moyen efficace d'intégrer les ouvriers dans le système, d'affaiblir la lutte de classes et de fabriquer la « production » (c'est-à-dire la production capitaliste.) Pour les ouvriers elle peut – en premier lieu – représenter une victoire morale, en tant que capitulation des capitalistes devant leur puissance. Néanmoins, si elle est présentée dans la vie comme un « acquis réel », elle se révèle bientôt comme quelque chose de totalement illusoire. Ce qui faut alors, c'est utiliser ce qui a été « conquis » jusqu'ici comme *moyen d'accentuer la lutte de classe.* Pour une part en essayant d'exercer un *véritable contrôle*, ce que les capitalistes ne peuvent en aucun cas tolérer. D'autre part en offrant ainsi aux ouvriers une leçon pratique sur le fait qu'un contrôle dans le cadre du capitalisme ne peut absolument rien représenter pour eux ; qu'ils doivent *conquérir le pouvoir en totalité* s'ils veulent exercer sur la production

une véritable influence. Mais si la « victoire » n'est pas conçue de la sorte – et il y a malheureusement peu d'indices que cet état de fait soit largement admis dans le prolétariat italien – alors le contrôle représente plutôt un grand danger. Rien n'est en effet plus dangereux que des illusions pour une révolution qui se trouve au stade préparatoire. Ces illusions se voient clairement, par exemple au congrès national de la FIOM, où le camarade Colombino¹² a pu prétendre que « le jour où Kerenski¹³ a donné aux ouvriers, par la loi, le contrôle des usines, les ouvriers sont devenus les maîtres des usines. » (*Avanti !*, 23 octobre) De telles conceptions négligent que sans la Révolution d'Octobre – menée par les bolchéviks – non seulement les ouvriers russes ne seraient pas restés « les maîtres des usines », mais qu'ils auraient été renvoyés à l'esclavage tzariste par n'importe quel Kornilov ou Koltchak.¹⁴ Le contrôle italien peut représenter une période Kerenski, s'il y a des bolchéviks en Italie. Mais elle peut présenter une analogie avec l'Allemagne de l'année passée, de la période préparatoire au Putsch de Kapp chez les social-démocrates et les indépendants, si on en reste à un « ancrage des conseils

¹² FIOM : *Federazione Impiegati Operai Metallurgici* [Fédération des salariés et ouvriers de la métallurgie], affiliée à la CGIL. Giuseppe Emilio Colombino (1884-1933), syndicaliste socialiste, réformiste, secrétaire général de la FIOM. NdT

¹³ Alexandre Fiodorovitch Kerenski [Александр Фёдорович Керенский] (1881-1970), militant du Parti Socialiste Révolutionnaire, membre, puis Président du gouvernement provisoire de Russie après la révolution de Février 1917, il est renversé par la Révolution bolchévique d'Octobre 1917. NdT.

¹⁴ Lavr Gueorguievitch Kornilov [Лавръ Георгиевичъ Корниловъ] (1870-1918) Alexandre Vassilievitch Koltchak [Александр Васильевич Колчак] (1874-1920), généraux des armées blanches. NdT.

d'entreprise dans la constitution. »¹⁵ La dissipation de ce danger est une question d'idéologie, de conscience du prolétariat : de politisation du mouvement par le Parti Communiste. (Le camarade Garino,¹⁶ de Turin a clairement exprimé cela dans la même session).

Ce danger est considérablement aggravé par l'attitude intelligente réfléchie des hommes d'État italiens. On pourrait prétendre – certes avec une ironie quelque peu amère – que ces Messieurs Nitti¹⁷ et Giolitti sont les seuls politiciens marxistes en Italie. Ils ont en tout cas le sentiment assuré qu'une arme importante pour le maintien du capitalisme est *l'idéologie de l'État qui transcende les classes sociales*. Par toutes leurs actions, ils vont à la rencontre de l'erreur d'analyse des syndicalistes et politiciens opportunistes qui tous – que ce soit conscient ou non – ont capitulé devant cette idéologie de la bourgeoisie. L'« État » reste « neutre » (en apparence) dans la lutte des classes entre capital et travail. Il « arbitre » ; il représente les intérêts « communs de toutes » les classes sociales, les intérêts « supérieurs » de « la » société. Les politiciens font parler en sorte, pour la bourgeoisie italienne, que tout se passe dans les faits dans l'intérêt du capitalisme, et que le monde ouvrier d'opinion révolutionnaire ne voie cependant pas son ennemi mortel sous son vrai visage.

¹⁵ Le putsch de Kapp est une tentative de coup d'État menée contre la république de Weimar par des courants conservateurs, entre le 13 mars et le 17 mars 1920. Il fut mis en échec par une grève générale. NdT.

¹⁶ Maurizio Garino (1892-1977), syndicaliste anarchiste italien. NdT.

¹⁷ Francesco Saverio Nitti (1868-1953), homme politique italien, membre du Parti radical historique. Président du conseil des ministres du 23 juin 1919 au 15 juin 1920 et à plusieurs fois ministre. NdT.

Qu'il s'agisse là d'une politique consciente, c'est ce que montre aussi le comportement du gouvernement italien sur la question de la Russie Soviétique, où il est parvenu à garder totalement les mains libres pour un soutien actif à la contrerévolution, et même pour s'associer éventuellement à une politique agressive contre la Russie, simplement en menant une « grande politique » avec le parti socialiste italien, et a fait en sorte que le prolétariat italien ne prenne pas conscience de ce que *la politique extérieure, elle-aussi, est et doit être une lutte de classes*.

La guardia regia ¹⁸ se tient toujours prête à frapper afin de tailler en pièces les travailleurs au moment où la survie du capitalisme serait vraiment menacée. Mais la classe ouvrière ne voit pas encore l'ennemi le plus dangereux dans une clarté suffisante. C'est ainsi que l'État, pleinement conscient de sa supériorité tactique, peut, pour le massacre, attendre et jouer les médiateurs, afin de faire en sorte que la crise du mouvement ouvrier s'achève dans le pire des cas par une victoire apparente et que cessent les miaulements de cafard et le désordre, dans le meilleur des cas – tout en préservant sa « neutralité » – aider les capitalistes à remporter dans l'« harmonie » une véritable victoire. Pour cette politique menée de manière réfléchie, peuvent principalement constituer un vrai danger ces capitalistes ultras qui voient de la faiblesse dans ce comportement de Giolitti et de l'ancien syndicaliste Labriola ¹⁹ (lequel apparemment

¹⁸ Guardia regia : Corps de police italien (1919-1922). NdT.

¹⁹ Arturo Labriola (1873-1959), syndicaliste révolutionnaire, homme politique et économiste italien, socialiste. Il est à l'époque ministre du Travail de Giolitti. Il se rapprochera du fascisme en 1935. NdT.

voit fort bien les faiblesses de ses camarades d'autrefois) et exigent une politique de « fermeté ». Si leur politique venait à l'emporter, alors il faudrait assurément que l'État lui-même se démasque, et donne ainsi aux travailleurs la leçon pratique bien nécessaire.

L'organe vraiment compétent pour cela serait naturellement le Parti. Lui seul serait en mesure de faire changer de front au mouvement, de l'opposer à l'État, de lui donner une orientation politique, une orientation révolutionnaire consciente. Ceci a été jusqu'à maintenant négligé. Certes, la majorité des syndicalistes a toujours adopté une attitude de refus à l'encontre d'une direction par le parti. Un parti qui travaille de manière communiste ne peut et ne doit cependant pas se laisser égarer ni entraver par de telles résolutions. L'« organisation centrale » du mouvement allemand de boycott contre la Pologne a rejeté la participation des communistes. Mais ceux-ci ont précisément exploité ce rejet pour démasquer les tendances erronées, la trahison, ils ont précisément exploité l'attitude apolitique dans la conduite de l'affaire pour politiser les ouvriers, pour accentuer la lutte de classe. Nos camarades italiens semblent en revanche avoir adopté pendant tout le mouvement une attitude par trop passive, de sorte que la direction leur a totalement échappé des mains. Il ne manque assurément pas non plus de signes positifs en sens contraire. C'est ainsi que la section de Naples a adopté une résolution où le caractère politique du mouvement est vigoureusement souligné, et enjoint au parti d'arracher aux syndicats la direction du mouvement. C'est ainsi qu'à la chambre du Travail de Rome a prévalu la tendance à politiser le mouvement.

C'est là que se situe l'issue de la crise qu'a préparé l'idéologie syndicaliste des ouvriers italiens, et qui s'est développée principalement comme crise de la tactique syndicaliste. Le syndicalisme vit de ce que les ouvriers révolutionnaires sont déçus par l'opportunisme des « politiciens » et se détournent de ce fait de la politique dans son ensemble. Ce n'est que si naît un parti plus conscient au plan révolutionnaire et qui de ce fait peut montrer une voie vers l'action révolutionnaire là où ces derniers sont parvenus dans une impasse, que le syndicalisme peut être vraiment surmonté, que la révolution peut être conduite à la victoire. Seul le Parti Communiste peut combattre efficacement l'État capitaliste car lui seul peut le voir, le reconnaître et le démasquer comme le véritable adversaire du prolétariat. La situation en Italie est révolutionnaire. Le monde ouvrier est animé d'un esprit authentiquement révolutionnaire. Il lui manque seulement d'en prendre conscience pour qu'il soit vraiment prêts pour la lutte décisive. Le congrès de Moscou a accompli cette clarification théorique. La crise du syndicalisme peut lui donner une application pratique si le Parti intervient consciemment et activement.

Malheureusement, le processus révolutionnaire de clarification est encore bien trop peu avancé dans le parti lui-même pour qu'il soit en mesure d'accomplir efficacement cette mission. Non seulement – comme on l'a souligné – parce que le Parti ne pourrait pas en prendre la direction, mais aussi parce que l'analyse a posteriori et l'autocritique a très peu contribué à poursuivre du mouvement, à surmonter la crise du syndicalisme. (Certes, nous ne disposons pas encore à

l'heure où nous écrivons ces lignes, des positions exprimées par le groupe de Bordiga.)²⁰ Car en soi et pour soi, les défaites et les erreurs qui ont résulté d'une mauvaise tactique sont, d'un côté, inévitables, mais de l'autre côté, si elles sont analysées sans ménagement, si on y réfléchit bien à fond, elles peuvent même contribuer au renforcement et à la consolidation du parti, et avec lui du mouvement. (Par exemple les débats au sein du KPD après le putsch de Kapp.) Il faut donc avouer ouvertement que ce processus de clarification n'a pas du tout commencé au sein du Parti Italien,²¹ tout au moins en ce qui concerne sa direction centrale. Le débat sur les limites et le danger de la tactique syndicaliste, point principal du congrès de Moscou, n'a pas encore commencé, bien que les délégués soient déjà rentrés à la maison. On peut certes espérer, et différents signes des organisations locales l'indiquent, que la question que le mouvement a pratiquement posée au Parti va, de la périphérie percer, jusqu'au centre, pour y trouver sa *solution théorique, organisationnelle, et tactique*.

On ne peut néanmoins pas passer sous silence le fait que les conditions préalables à sa solution ne sont pas encore

²⁰ Amadeo Bordiga (1889-1970) : dirigeant révolutionnaire et théoricien marxiste italien. Il fut l'un des fondateurs du Parti Communiste d'Italie. Exclu du PCd'I en 1930 pour s'être opposé à la ligne stalinienne de l'IC. NdT.

²¹ Rappelons qu'il s'agit encore du Parti Socialiste Italien, membre de l'Internationale communiste depuis le Congrès de Bologne d'octobre 1919, mais dans lequel figure encore une fraction réformiste. Seule la fraction la plus à gauche, acceptant sans réserve les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste, constitue le 21 janvier 1921, au XVII^{ème} congrès, à Livourne, le PCd'I. Les « maximalistes » de Serrati (1872-1926) restent au PSI. Ils ne rejoindront le PCd'I qu'en 1924. NdT.

totalément là. Le syndicalisme n'est en effet rien de plus que la réaction spontanée des masses révolutionnaires, mais bien loin encore d'une conscience révolutionnaire, à l'opportunisme politique du Parti. Le syndicalisme ne peut donc être surmonté par le Parti, et le Parti ne peut être le véritable guide du mouvement que s'il parvient à *éliminer toute trace d'opportunisme de ses propres rangs*. Le congrès de Moscou s'est expliqué aussi, sans ambiguïté, sur ce sujet et a enjoint à chacune de ses sections de procéder à cette épuration de ses rangs : Mais tandis que les conditions d'adhésion à la III^{ème} Internationale ont provoqué une puissante fermentation au sein de l'USPD et vont produire – on peut le prévoir – une scission nette entre révolutionnaires et opportunistes, il semble qu'il y ait dans le Parti italien un assez fort penchant à estomper les oppositions. Certes, lors de la session de la direction du Parti, l'ordre du jour radical de Terracini²² a gagné (certes d'une courte majorité seulement de sept contre cinq), mais celui-ci repousse l'épuration réelle jusqu'à l'époque du congrès, jusqu'à fin décembre.

Ainsi font jusqu'à présent défaut les conditions préalables d'une véritable clarification de la situation. Les ouvriers ont pu certes – sans catastrophe – quitter à nouveau les usines occupées, mais le danger n'est en aucune façon dissipé que des mouvements spontanés des masses prolétariennes insatisfaites n'éclosent par-dessus la tête des dirigeants et soit se précipitent la tête dans le mur, ou par suite des efforts répétés sans résultats, les conduisent à la démoralisation et au relâchement. Il ne

²² Umberto Terracini (1895-1983), un des fondateurs du PCd'I. NdT.

peut pas non plus être dissipé du fait que le seul changement visible dans la conscience du prolétariat italien semble être un glissement de la droite vers la gauche au sein du syndicalisme. L'attitude du Parti à l'égard du mouvement est restée inchangée, et ne peut pas non plus se modifier sans une exclusion des réformistes. Tant que ce changement ne se produit pas, la situation en Italie restera une situation de crise. L'issue de la crise a clairement été indiquée à Moscou. En dehors des thèses du congrès, Moscou s'est également adressé directement au prolétariat italien. Ce qu'il faut maintenant, c'est qu'il s'approprie ces thèses et en fasse le fil conducteur de ses actions.

[1920]

